



RAPPORT MENSUEL
COMMISSION DES FEMMES DU CNRI
JUIN 2023



IRAN
RAPPORT MONDIAL 2023
SUR L'ÉCART ENTRE
LES GENRES
L'Iran en bas de l'échelle

Rapport mondial 2023 sur l'écart entre les genres

L'Iran en bas de l'échelle

Le Forum économique mondial a publié son dernier rapport sur l'écart mondial entre les genres le 20 juin 2023. Selon ce [rapport](#), l'Iran occupe la 143e place parmi les 146 pays du monde examinés.

Le rapport sur l'écart mondial entre les genres (GGGR), publié par le Forum économique mondial (WEF), examine l'écart entre les hommes et les femmes et la discrimination à l'égard des femmes dans les pays du monde entier et sert de référence pour mesurer le niveau de justice entre les hommes et les femmes dans les différents pays.

Le rapport WEF 2023 classe l'Iran à la 143e place en termes [d'écart](#) sur 146 pays du monde. Cela dénote une tendance à la baisse par rapport aux années précédentes. En outre, parmi les neuf pays du groupe de l'Asie du Sud, l'Iran occupe la huitième place, juste avant l'Afghanistan.

Selon le rapport sur l'écart mondial entre les sexes, la parité a reculé en Iran, au Sri Lanka et en Afghanistan, la part des postes ministériels occupés par des femmes ayant chuté dans ces pays depuis 2022.

140	Congo, Democratic Republic of the	0.612	+0.036	+4
141	Mali	0.605	+0.003	-
142	Pakistan	0.575	+0.011	+3
143	Iran (Islamic Republic of)	0.575	-0.002	-
144	Algeria	0.573	-0.030	-4
145	Chad	0.570	-0.008	-3
146	Afghanistan	0.405	-0.030	-

Indice de l'écart entre les genres

L'indice du fossé entre les sexes et de la discrimination à l'égard des femmes se compose de quatre sous-catégories : 1) Participation et opportunités économiques, 2) Niveau d'éducation, 3) Santé et survie, et 4) Autonomisation politique. Les résultats de ces quatre sous-catégories déterminent le rang du pays du point de vue de la justice entre les sexes.

La méthode de recherche et l'analyse statistique de ce rapport sont conçues dans le but d'obtenir des outils efficaces pour réduire l'écart entre les hommes et les femmes. Ces méthodes sont restées constantes depuis le début de l'année 2006. Bien que les statistiques internationales soient essentiellement basées sur des statistiques gouvernementales, les données relatives à l'Iran ne sont pas claires car le régime est reconnu comme l'un des gouvernements les plus corrompus au monde en termes d'indicateurs de corruption.

Dans cet article, nous examinerons l'écart entre les hommes et les femmes et la discrimination à l'égard des femmes en Iran en matière de participation et d'opportunités économiques.

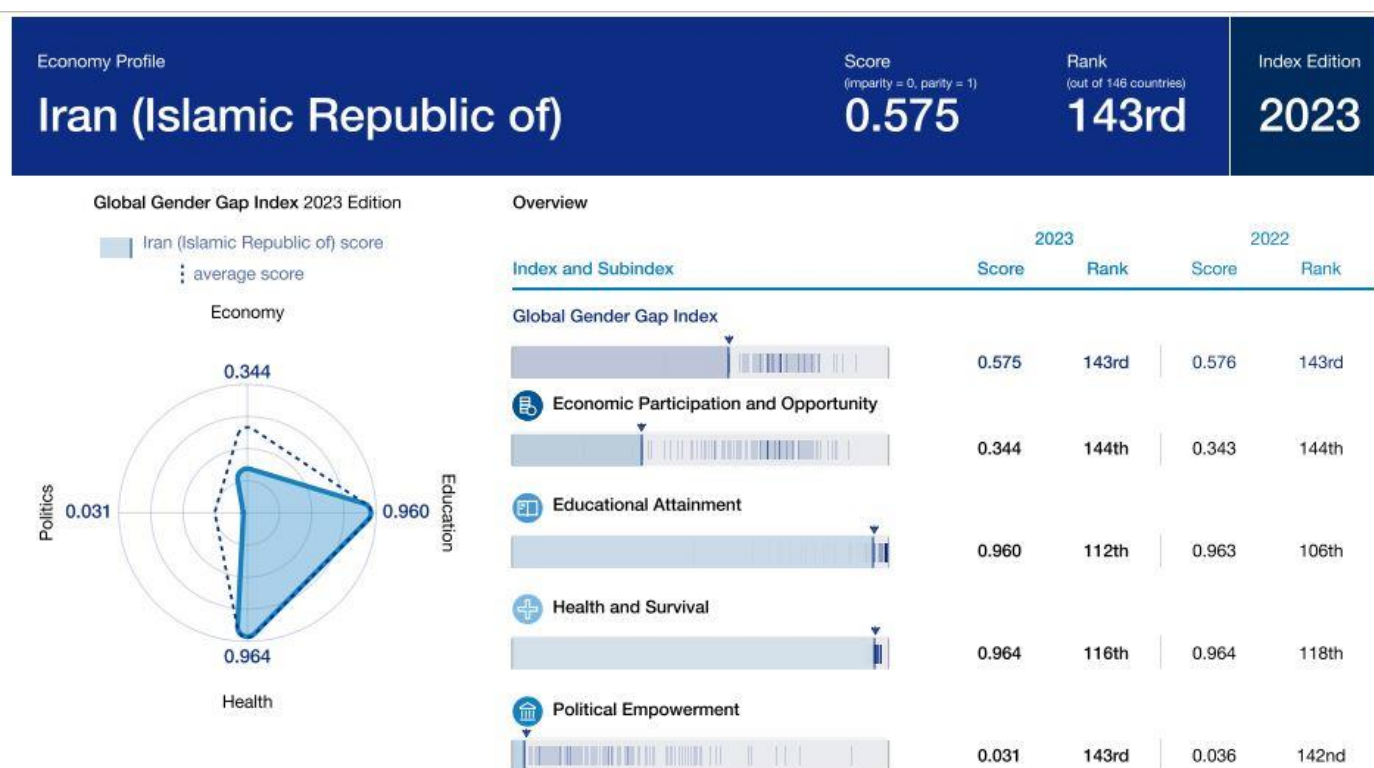
Participation au marché du travail et opportunités économiques

La participation des femmes au marché du travail et l'égalité des chances économiques font partie des composantes incluses dans l'indice d'écart entre les femmes et les hommes. Cet indice est mesuré à l'aide de sous-indices tels que le taux d'activité des femmes, le revenu comparé à celui des hommes et la participation à des emplois de haut niveau.

Selon le Global Gender Gap Report 2023, l'indice d'écart entre les sexes en matière de participation et d'opportunités économiques pour l'Iran est de 34,4 %, avec un taux de participation à la population active de 20,4 %, ce qui le place au 146e rang. Le régime iranien continue d'entraver la parité économique entre les hommes et les femmes, avec un écart de revenu considérable de 17,1 %, au 145e rang. Le pourcentage de parlementaires, de hautes fonctionnaires et de directrices s'élève à 21,9 %, tandis que le pourcentage de travailleuses professionnelles et techniques est de 53,4 %. En ce qui concerne les salaires pour un travail égal, le taux d'écart entre les sexes pour l'Iran est de 54,2 %.

Enfin, le sous-indice de l'autonomisation politique enregistre l'un des scores de parité les plus bas pour l'Iran, à savoir 3,1 %, avec des femmes au parlement à 5,9 %, des femmes à des postes ministériels à 5,3 % et des femmes à la tête de l'État à 0 %.

La discrimination à l'encontre des travailleuses iraniennes s'est normalisée sous le régime des mollahs. Bien que les femmes occupent une place importante sur le marché du travail, leurs droits sont systématiquement bafoués en raison de la tolérance persistante de la discrimination fondée sexuelle.



Dix-neuf pour cent, c'est la proportion de femmes iraniennes employées

La dictature des mollahs en Iran et l'instauration d'une culture patriarcale et misogyne sont les principales raisons de l'écart entre les sexes, de la discrimination à l'égard des femmes et du chômage des femmes iraniennes instruites. La dictature religieuse ne se contente pas d'ignorer totalement et à faire des enfants, et à les exclure de la communauté.

D'après les données publiées par la Direction de la famille et des affaires féminines, en janvier 2022, quelque 27 % des diplômés universitaires étaient des femmes. Cependant, leur part dans l'emploi en Iran est d'environ 19 %, ce qui signifie que 60 % des Iraniennes instruites sont au chômage. Seules 40 % des femmes qualifiées et formées sont entrées sur le marché du travail.

En outre, 70 % des femmes qui travaillent n'ont pas d'emploi ou de revenus stables, bien que plus de deux ans se soient écoulés depuis la pandémie de COVID-19. En raison de la crise économique et de la crise des moyens de subsistance, de nombreuses Iraniennes ont perdu leur emploi.

Mona, une jeune femme travaillant dans une société de commerce d'importation, a déclaré : "Les capacités d'une femme ne sont pas importantes en Iran ; les hommes sont le premier choix des employeurs."

À propos de l'emploi et des droits des femmes, un chercheur a déclaré : "Les employeurs trouvent souvent qu'il est plus facile d'embaucher et de licencier des femmes. Il est devenu tout à fait normal que les femmes célibataires reçoivent des salaires inférieurs, et il est plus facile de les licencier parce qu'elles n'ont pas de soutien ni d'abri."

À travail égal, des salaires inférieurs

En Iran, sous le régime des mollahs, le salaire d'une femme représente le quart de celui d'un homme.

Une avocate d'une ville du sud de l'Iran, évoquant la discrimination à l'égard des femmes, a déclaré : "En Iran, malheureusement, il est devenu normal pour les femmes de travailler autant que les hommes, mais de recevoir des salaires inférieurs. Bien sûr, les conditions sont pires pour les femmes célibataires dans les villes. Plus on s'enfonce dans les zones défavorisées et les petites villes, plus on constate ces problèmes et cette discrimination. En tant qu'avocate, j'ai représenté plusieurs entreprises et j'ai pu constater que les secrétaires féminines étaient moins bien payées que leurs collègues masculins. Chez les avocats, les hommes reçoivent des honoraires plus élevés que les femmes. Même les vendeurs sont mieux payés que les vendeuses."

Le 26 juin 2022, l'agence de presse Kurdpa a rapporté qu'une avocate et une militante de Marivan ont décrit le travail bon marché des femmes dans les champs de fraises de la ville. Ces femmes sont payées 200 000 tomans par jour, malgré le travail minutieux qu'elles effectuent pour ramasser les produits. Cela signifie que leur salaire est inférieur à un tiers du salaire des hommes à travail égal.

Southern Asia			
Country	Rank		Score
	Regional	Global	
Bangladesh	1	59	0.722
Bhutan	2	103	0.682
Sri Lanka	3	115	0.663
Nepal	4	116	0.659
Maldives	5	124	0.649
India	6	127	0.643
Pakistan	7	142	0.575
Iran (Islamic Republic of)	8	143	0.575
Afghanistan	9	146	0.405

Institutionnalisation de la violence à l'égard des femmes

La discrimination à l'égard des femmes en matière d'emploi se traduit par des pressions visant à les maintenir à la maison en encourageant les mariages et les grossesses précoces. La répartition inégale des possibilités d'emploi a également eu pour effet de priver les femmes d'un emploi au fil des ans.

En Iran, un grand nombre de femmes, bien que titulaires de diplômes universitaires, se sont tournées vers des emplois informels, ont été forcées d'accepter des rôles traditionnels au foyer ou ont accepté des emplois moins bien rémunérés. De nombreuses femmes actives sont également contraintes de rester chez elles en raison du harcèlement sexuel dont elles sont victimes sur leur lieu de travail.

En septembre 2020, à la suite d'informations selon lesquelles certaines femmes journalistes avaient été victimes de harcèlement sexuel et de violences choquantes, un petit aperçu des aspects cachés de la violence et de la discrimination à l'encontre des femmes qui travaillent a été mis en lumière. Sarah Ommat-Ali, une journaliste qui a déclaré avoir été harcelée lors d'un entretien d'embauche, a lancé une campagne au cours de laquelle de nombreuses autres femmes journalistes ont raconté leur histoire de harcèlement. Par la suite, le 2 novembre 2020, 23 femmes journalistes ont publié une déclaration sur le harcèlement sexuel qui corroborait ce qui était arrivé à Sarah.

Violence sexuelle à l'encontre des femmes dans l'emploi

Les annonces d'emploi dans les journaux, les sites et les offres immorales faites aux femmes lors de soi-disant entretiens d'embauche sont autant d'exemples de violence faite aux femmes et les jeunes filles iraniennes depuis de nombreuses années par un gouvernement misogyne.

Mina, une célibataire qui a été contrainte de quitter son emploi à plusieurs reprises en raison de violences, a déclaré : "Il est difficile d'être une femme en Iran. Pour une femme qui travaille, c'est encore pire. Mais être une femme célibataire, capable de travailler, est le plus difficile." Mina poursuit en évoquant la pensée misogyne et patriarcale du régime : "Même les hommes les plus éclairés acceptent qu'une femme soit une secrétaire et une employée ordinaire dans un coin de leur tête. À poste égal entre une femme et un homme, même si la femme est la meilleure option en termes de compétences en tant que gestionnaire ou fonctionnaire, c'est l'homme qui sera choisi à coup sûr. Je travaille autant qu'un homme, mais je suis beaucoup moins bien payée. Les femmes sont facilement rejetées".

La discrimination, un outil pour réprimer la société

La pensée patriarcale dans la société iranienne est guidée par des facteurs politiques, et de nombreuses formes de discrimination sont clairement institutionnalisées dans les lois du régime. En effet, l'une des caractéristiques de la dictature religieuse est la misogynie, et le gouvernement lui-même est la principale cause de toutes ces souffrances.

Les mollahs veulent renforcer les fondements de leur terrible gouvernement en promouvant une culture patriarcale dans la société. La discrimination à l'égard des femmes sert d'outil pour réprimer le pays tout entier.

Cependant, les femmes iraniennes ont défié le régime tout au long des 44 dernières années. Elles ont prouvé leur égalité en dirigeant les manifestations antigouvernementales dans tout le pays, ce qui montre qu'elles se sont déjà donné les moyens de décider pour leur pays et leur propre destin.